

**Union européenne - Conseil affaires
étrangères - Désarmement et
non-prolifération dans le domaine
chimique : le Conseil adopte des
conclusions - Communiqué de
presse du Conseil de l'Union
européenne**

(Luxembourg, 16 avril 2018)

Le 16 avril 2018, le Conseil a adopté des conclusions sur le désarmement et la non-prolifération dans le domaine chimique en vue de la quatrième session extraordinaire de la conférence des Etats parties chargée d'examiner le fonctionnement de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. Cette session se tiendra à La Haye du 21 au 30 novembre 2018.

Le Conseil rappelle que l'Union européenne est unie dans le soutien qu'elle apporte à une interdiction et une élimination totales des armes chimiques partout dans le monde et qu'elle est fermement convaincue que l'utilisation d'armes chimiques, y compris l'emploi d'agents chimiques toxiques comme armes, par qui que ce soit, qu'il s'agisse d'un Etat ou d'un acteur non étatique, en quelque lieu que ce soit et quelles que soient les circonstances, est odieuse et doit être condamnée avec la plus grande rigueur.

Le Conseil réaffirme que l'utilisation d'armes chimiques est inacceptable, porte atteinte au droit international et peut constituer un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, qu'il ne saurait y avoir d'impunité et que les responsables de ces actes doivent en rendre compte. Il souligne que les toutes dernières informations en provenance de Syrie, qui sont réellement choquantes et doivent faire d'urgence l'objet d'une enquête indépendante, ne font que renforcer la détermination commune de l'UE.

Par ailleurs, le Conseil se félicite de la tenue prochaine de la quatrième conférence d'examen de la convention sur les armes chimiques et fait part de sa volonté de contribuer de façon constructive à ce qu'elle soit couronnée de succès./.